

2000

U TERRITOIRE DÉVELOPPEMENT ESPACE

prospective et industrie

VERS UNE CIVILISATION INDUSTRIELLE

MARCEL DEMONQUE

Pour celui qui a une conscience claire de ce qu'est la prospective, un tel sujet est presque angoissant. En effet la prospective est, de soi, une projection dans le très long terme et elle balaie tout l'espace de ce long terme. C'est dire qu'il ne peut y avoir seulement une prospective de l'industrie mais, au sens le plus large, une prospective de la civilisation industrielle. Il faudrait donc tenter d'imaginer l'homme plongé, corps et esprit, dans un monde industriel.

Tenter cet effort d'imagination pour 1985 ou pour l'an 2000 ne fait pas courir de grands risques ; il suffirait de prolonger le connu pour découvrir un « presque connu ». Mais, encore une fois, je ne crois pas qu'il s'agisse là d'une tentative prospective à proprement parler. Il s'agit tout au plus d'un essai d'extrapolation dont les possibilités d'erreur sont finalement relativement minces.

Le très gros danger d'une prospective de la civilisation industrielle tient, à mon sens, au fait que « civilisation industrielle » et « civilisation de consommation » se superposent étroitement. L'une entraîne l'autre ou, sinon, elle perd tout le sens que les hommes attendent d'elle. Ce que les hommes attendent de la civilisation industrielle c'est une saturation totale de leurs besoins qu'ils confondent assez facilement avec leur bonheur. Nous voici donc engagés traîtreusement dans une voie philosophique qui débouche sur une querelle : le bonheur est-il fait de la saturation des besoins ? ou bien est-il fait « d'autre chose » qui dépasse de très loin les besoins ?

Peut-être, au fond, ces questions sont-elles vaines car il y a, à partir du déterminisme implacable de la connaissance scientifique, un déterminisme non moins implacable de la civilisation industrielle. Les hommes seraient donc condamnés à développer leurs besoins pour répondre aux exigences de ce déterminisme et le propos se trouverait alors inversé : la civilisation industrielle n'est pas faite pour satisfaire des besoins existants, elle est faite pour créer d'abord les besoins qu'elle veut satisfaire.

L'homme se trouverait ainsi pris dans la mâchoire d'une tenaille, sans issue : condamné à inventer des besoins pour satisfaire les exigences de la production industrielle. La civilisation des « marchands de canons » réapparaîtrait surnoisement sous une forme plus lénitive mais non moins exigeante.

Ainsi une prospective à très long terme de la civilisation industrielle repose le problème des fins de l'homme. C'est un problème qu'il connaît depuis son apparition sur la terre et qui l'a poursuivi avec ténacité sans jamais le lâcher. Est-il capable, aujourd'hui mieux qu'hier, de s'en délester ? Sinon le sera-t-il demain et après-demain mieux qu'aujourd'hui ? Autrement dit, quel est le degré de liberté de l'homme vis-à-vis de lui-même ? N'est-il libre qu'intérieurement, dans sa pensée et dans ses espérances ? C'est-à-dire : est-il condamné à vivre prisonnier de la société qui s'est constituée autour de lui et dont, jusqu'à présent, aucune révolution n'a pu véritablement le dégager ?

Je m'excuse de poser ces questions angoissantes, mais je me suis aperçu que, quand on les posait à des chrétiens ou à des marxistes, on soulevait les mêmes inquiétudes et les réponses restaient suspendues, comme en attente d'un fait nouveau qui viendrait bouleverser l'ordre du monde et permettrait de reposer la question à partir d'une nudité retrouvée. Chrétiens et marxistes savent que l'homme est toujours en train de se faire, mais ni les uns ni les autres ne voient clairement les chemins par lesquels il se fera ni en quel point il aboutira. Pour les uns comme pour les autres, il est très sûr que l'homme n'est pas fait pour devenir une machine à consommer. Jacques Monod, dans sa leçon inaugurale au Collège de France, a dit, à peu près, que l'homme était une machine à connaître. Mais une « machine à connaître » est-elle vraiment autre chose qu'une « machine à consommer de la connaissance » et ce genre plus noble de consommation peut-il être considéré comme une fin en soi ?

Il n'en reste pas moins que l'industriel est aujourd'hui confronté à la civilisation de l'an 2000, qu'il doit investir pour cette civilisation c'est-à-dire pour fabriquer des produits dont les hommes de l'an 2000 auront besoin : il doit donc tenter de comprendre ce que seront ces besoins et la manière dont les hommes de l'an 2000 les exprimeront.

Il sait déjà que les problèmes énergétiques seront résolus. Il doit savoir — s'il ne le sait pas déjà — que la reconversion de l'agriculture sera achevée, ce qui entraînera une reconversion aussi profonde des industries alimentaires. Il sait aussi que les hommes auront un besoin très exigeant d'être mieux logés, c'est-à-dire que toute l'industrie de l'habitat doit évoluer vers un style nouveau qui concerne tout aussi bien le prix des maisons, que la rapidité de leur construction et l'agrément que les habitants trouveront à y vivre. Un espace énorme de recherche et de solutions se développe donc devant tous ceux qui, à un titre quelconque, sont concernés par la construction de l'habitat de l'an 2000.

Il sait également que, dans les 30 années qui viennent, les pays sous-développés exerceront un pouvoir politique de plus en plus fort et qui s'exprimera à l'égard des pays développés avec une violence qui ne cessera de croître. Il hésitera peut-être encore pendant quelques années avant de se décider à investir dans les régions sous-développées mais il doit comprendre, qu'un jour, la pression politique dépassera cette hésitation, la bousculera, la renversera. Il faut donc que, dès maintenant, il réfléchisse beaucoup au style d'investissements qu'appelle cette tâche, nouvelle pour lui. S'agira-t-il toujours d'investissements immédiatement rentables ? ou s'agira-t-il d'in-

vestissements dont il faudra attendre longtemps la rentabilité qui les justifierait ? Dans ce deuxième cas ne s'agit-il pas alors d'une prise de position qui ne concernera plus seulement les seuls investisseurs mais leurs gouvernements et le monde des pays développés rassemblés dans une vaste communion de générosité, spontanée ou imposée. Dès lors, peut-on penser à un nouveau colloque de New-Delhi qui ne se terminerait pas sur la scandaleuse abdication du colloque de 1968 ?

L'industriel qui pense aujourd'hui aux investissements qu'il devra réaliser pour l'an 2000 doit-il, dès maintenant, considérer que l'ordinateur deviendra alors ce que certains prophètes annoncent : l'outil normal de la gestion industrielle ? ou doit-il croire, au contraire, les timorés — c'est-à-dire peut-être les sages — qui pensent que l'ordinateur a un chemin immense à parcourir avant d'en arriver à cette simplicité formelle qui est un des secrets de la bonne gestion et qu'il restera encore longtemps — peut-être jusqu'au delà de l'an 2000 — l'instrument d'information le mieux fait pour propager la « socialisation », c'est-à-dire la communication entre les hommes qui est seule capable de diminuer la viscosité intellectuelle et sociale du milieu dans lequel nous vivons ?

A l'occasion de ses réflexions sur l'ordinateur, l'investisseur pour l'an 2000 devra se poser, avec une acuité grandissante, le problème de la « bureaucratisation » et de la « technicisation ». Vont-elles se développer jusqu'à paralyser tous les rouages économiques et sociaux ? Seront-elles, en se conjuguant, la forme la plus nocive de l'encombrement qui gagne progressivement toutes les sociétés ? L'ordinateur sera-t-il l'instrument qui contribuera à amoindrir leur importance et leurs effets en les rationalisant ou, au contraire, par l'analyse et la programmation — qui sont les aliments nécessaires de l'ordinateur — ne verra-t-on pas se développer jusqu'aux limites du supportable une bureaucratisation et une technicisation délirantes ?

Enfin, l'investisseur pour l'an 2000, c'est-à-dire le chef d'entreprise — socialiste ou capitaliste — doit savoir qu'il doit construire une unité de production marquée tout entière par le signe de l'efficacité économique, autrement dit par le signe du profit. Il doit savoir aussi que cette efficacité ne s'obtient pas à n'importe quel prix : elle suppose l'adhésion inconditionnelle de tous ceux qui travaillent autour de lui. Il y a d'énormes progrès à faire pour y parvenir. Peut-on penser que les sciences dites « humaines » aideront à ces progrès ? ou qu'au contraire, elles s'évaderont vers les régions souterraines de l'homme pour lui révéler un inconscient toujours en révolte ? ou

encore qu'elles persisteront dans la démarche d'un structuralisme qui ne reconnaît de valeur exprimable qu'à l'inconscient et débouche presque nécessairement sur ce qu'on peut appeler « la mort de l'homme »? Quelles que soient les réponses à ces questions on ne peut pas ne pas les poser, même si l'on trouve singulier qu'elles concernent une fraction — la plus importante peut-être — des problèmes posés par la civilisation industrielle de l'an 2000.



Sans doute ai-je très mal répondu à la mission dont m'avait chargé la Revue « 2000 ». Peut-être même l'ai-je tout simplement trahie en m'évadant d'abord vers une extrapolation prospective qui, si elle était prise au sérieux, n'éveillerait que des angoisses, puis en revenant ensuite à

une plus grande modestie que j'ai cru être la trame d'un sujet dont j'ai sans doute rapetissé les données.

Peut-être faudrait-il conseiller à ceux qui veulent savoir mieux ce qui se passera en l'an 2000 de lire les travaux du Hudson Institute et de Hermann Kahn. Ils y trouveront des raisons de se rassurer alors que je les aurai inquiétés.

Je suis malheureusement ainsi fait que je remets toujours en cause ce qui me rassure. C'est un fondement de mon éthique personnelle de la connaissance. Or cette éthique ne m'a jamais trahi. Même quand elle m'a ramené à plus d'humilité, j'y ai trouvé finalement un très grand enrichissement. Peut-être parce que je crois que l'humilité, par elle-même, est la plus grande de nos richesses. Ce sera ma conclusion finale pour une « prospective » de l'an 2000.
M.D.



